"Le premier devoir de loyalisme d'un Canadien... est envers le Canada"

M. Georges Pelletier commente à la radio le bien-fondé de ces paroles de lord Tweedsmuir — Des suggestions d'ordre pratique — Le Canada ne doit pas vivre sous une dictature, même déguisée — Le libre droit de critique constructive — Ce que les "critiqueurs" ont obligé le gouvernement King à faire enfin — La vraie défense du Canada — Les raisons de voter "non"

"CEUX QUI CONSEILLENT DE VOTER "OUI" PAIERONT-ILS L'IMPOT DU SANG?" — PROTEGEONS NOS JEUNES GENS!

Voici le texte, sans aucune coupure, de la causerie qui en subit quelques-unes, prononcée à la radio (CKAC) par M. Georges Pelletier, du "Devoir", samedi soir, sous les auspices de la LIGUE POUR LA DEFENSE DU CANADA.

* * *

Certains orateurs ministériels disent ces jours-ci avec arrogance: "Ceux qui ne sont pas en tous points de l'avis de M. King, non plus que du nôtre, qu'est-ce que ces gens-là ont fait jusqu'à présent pour la guerre?" On dirait qu'eux seuls paient les milliards qu'elle coûte. D'autres ajoutent: "Comment auriez-vous pu faire aussi bien que nous?" Le vrai, c'est qu'ils ne font pas tellement bien... Ces messieurs s'imaginent-ils avoir le monopole de l'action et du bon sens? Il est bon de démontrer qu'ils ne font pas le trust du sacrifice ni celui de l'action.

Un ministre a même parlé l'autre soir de "l'insuffisance de réflexion et de raisonnement" de ceux qui s'opposent à dire *oui* au plébiscite du 27 avril. Or, ce monsieur a jadis proclamé en public justement le contraire de ce qu'il professe maintenant. Quand a-t-il lui-même réfléchi et raisonné à ce sujet? Aux jours où il était anticonscriptionniste forcené, ou quand il est devenu participationniste à 120 pour cent? Était-il irréfléchi hier, est-il irréfléchi aujourd'hui? Dans l'un des deux cas, il l'a été. La vérité, c'est que, toujours opportuniste, il continue de l'être.

"Qu'avez-vous fait?"

Qu'est-ce qu'on fait pour la défense du Canada ceux qui en parlent maintenant de façon déplaisante pour les participationniste à outrance? Qu'ont fait ceux de qui l'on vient de dire avec hauteur: "On croirait qu'il n'y a que ces braves gens à avoir pensé au Canada"? D'abord, ces "braves gens" y ont pensé et ils en ont parlé avec sincérité, avant la guerre de 1914 et celle de 1939. C'est sans doute parce que, pour eux, le Canada a toujours tenu la première place, tandis que d'autres, s'ils y pensent, c'est qu'on les a forcés d'y penser. Ces messieurs, en tout cas, n'ont pensé sérieusement à la défense du Canada que du jour où les gens des Provinces Maritimes et de la Colombie se sont émus au sujet de la possibilité de raids contre les régions où ils vivent. Et les gens qui ont les premiers parlé de la défense du Canada y ont pensé bien avant qu'il fût question de guerre. "Mais avant la guerre, vous autres, grands défenseurs du pays, vous avez été les premiers à critiquer ceux qui voulaient moderniser la défense du Canada", dit un orateur ministériel. Le droit de critique ne serait-il pas un droit que, dans toute démocratie, l'on achète en étant contribuable et en versant des impôts? Voudrait-on nous reprocher d'avoir dénoncé, jadis, non pas le principe de la défense du Canada, non pas le vote des sommes affectées à la défense du Canada, mais l'abus que l'on faisait de cette expression: défense du Canada", pour couvrir ce qui n'était pas la défense du Canada; ce qui était plutôt la défense d'un régime d'impérialisme masqué, ou bien la dépense de deniers publics pour avancer les affaires de telle ou telle combinaison industrielle ou financière?

De fait, la véritable défense du Canada, jusqu'où était-elle prête lorsqu'éclata cette guerre-ci? On ne l'a jamais su, on ne nous l'a jamais dit: Secret d'Etat. Elle ne devait pas l'être bien à fond, malgré les dizaines de millions affectés en temps de paix à cette fin, car trois ans après le dernier budget de paix, où l'on vota des millions afin de préparer la défense militaire du Canada, M. Ralston, ministre de la Guerre, de retour d'un voyage d'inspection en Colombie canadienne, vient de dire que si la défense du littoral y est assez bien organisée, il y a encore place là-bas à de très grandes améliorations. Et cela après la dépense par le Canada de plus de 33 milliards et demi pour fins de guerre. N'est-ce pas la preuve que tout ne serait pas aussi avancé que le ministre de la Guerre lui-même aurait voulu que ce fût? S'il n'y avait pas eu critique de la part de ceux qui réclament, depuis des années, la défense du Canada d'abord, qu'est-ce qui se serait réellement fait depuis quatre, cinq ou six ans?

Le droit de critiquer le gouvernement

Des gens ont critiqué? Ils en avaient le droit. Ils ont bien fait de l'exercer, puisqu'ils paient des taxes et qu'ils ont le devoir de surveiller la dépense publique. C'est à cause de leurs justes critiques, auxquelles ont fait écho de récentes constatations des habitants du littoral canadien, qu'enfin, en mars 1942, notre gouvernement a dû s'aviser de constituer deux divisions affectées en particulier à la défense territoriale du Canada. Est-ce trop tôt? Ces deux divisions seront peut-être organisées pour de bon vers la fin de l'été 1942, c'est-à-dire trois ans après la déclaration de guerre du Canada à l'Allemagne. Est-ce que le ministère est allé si vite en besogne, de ce côté? Est-ce qu'il s'est emballé? Pourtant, il y a des mois, même deux ans presque, sinon davantage, que le Service fédéral de l'Information clame que le Canada est extrêmement vulnérable. Il y a même un juge qui l'a dit. Si cela est vrai depuis des mois, depuis deux ans, qui est-ce qui ne s'est pas outre mesure pressé?

Vous autres, critiques du gouvernement, vous n'êtes pas infaillibles, dit-on. Certes non. Les critiques ne sont pas plus infaillibles que le gouvernement. Mais, du moins, ils ont su penser d'abord à la véritable question: celle de la défense du Canada; ils en ont parlé dès la première heure. Ils ont insisté là-dessus, ils ont enfin réussi à secouer l'apathie publique, à faire bouger les responsables. Voilà quelque chose de pratique qu'ils ont fait. C'est au point que, sans leurs clameurs, on se demande si l'on se fût enfin avisé qu'il y a telle chose que l'urgence de la défense territoriale du Canada.

On fait voyager nos frontières

Les critiques n'avaient pas pensé, ne voulaient pas penser à la défense extérieure du Canada? Voire. C'est que, en bonne logique, il faut toujours commencer par le commencement: préparer la défense du pays à ses frontières et à l'intérieur, préalablement à l'envoi au dehors du gros de ce qui peut servir à la défense de ces frontières. On ne doit jamais intervertir l'ordre. Avant d'aller éteindre le feu chez le voisin, on doit commencer par s'assurer que si le feu vient jusque chez soi, il y aura là de quoi le combattre. Quant à la défense de nos frontières, il est vrai qu'on ne sait plus bien où on les a mises, nos frontières. On les a tant déplacées, depuis 1914! On leur a fait passer l'Atlantique, puis on les a mises, sur le Rhin, après quoi on les a poussées vers le Volga, au fond de la Russie. Elles seraient après-demain aux bords de l'Euphrate, du Gange, même du fleuve chinois Amour, qu'il n'y aurait point lieu de s'étonner. Le déplacement des frontières du Canada est un jeu pour certains politiciens, depuis 1914, sans doute parce qu'ils n'ont jamais même su que des frontières ce sont en réalité "les limites qui séparent deux Etats". La définition est simple, si le jeu du déplacement est compliqué. Les critiques que l'on maudit de ce temps-ci ont commencé par définir où sont les vraies frontières du pays. C'est déja quelque chose. Ils savent depuis longtemps où elles commencent, où elles finissent. Ils ont attiré là-dessus l'attention du public. L'extraordinaire, c'est qu'il faille encore rappeler à nos gens que le Canada est pays d'Amérique, pas du tout pays d'Europe, ni d'Asie. Il est vrai que ces temps-ci nombre de gens ne savent plus la géographie. D'aucuns ne s'imaginent-ils pas que le Canada est un pays situé entre le Russie et l'Allemagne, en attendant qu'on le situe entre l'Inde et le Japon?

Ceux qui paient ont des droits

Qu'est-ce qu'ont fait ceux qui tiennent tant à la défense du Canada? Ils n'ont pas fait que d'y penser avant ces mois-ci. Ils ont été aussi patriotes, aussi bons citoyens que les autres, — aussi taxés que les autres; et comme les autres ils ont fait, ils consentent tous les sacrifices d'argent, de confort, de situation que leur demandent aux temps présents MM. King, Ralston et Ilsley. Ils ont versé aux dates qu'il convenait les sommes qu'on leur a demandées. Les soldats que le ministère arme pour outre-mer, l'argent des critiques sert comme celui des autres, à les armer. L'impôt sur le revenu que M. Ilsley prélève des Canadiens, avec une franche exigence, ceux qui en tiennent pour la défense du Canada d'abord en versent leur large part, sans frauder le fisc, et avec autant d'honnêteté que les plus loyalistes des Canadiens. Il y a cette différence que nos loyalistes ont le monopole des contrats de guerre, des profits de guerre, des entreprises de guerre, des transports de guerre, qu'ils n'ont jamais assez de tout cela, qu'ils en réclament le double, le triple; tandis que ceux qu'on qualifie dédaigneusement de critiques malavisés ont toujours fait leur part de sacrifices et payé les impôts de tout genre sans rien attendre, ni demander, ni recevoir en retour, — exactement comme le Canada qui mena de 1914 à 1918 une guerre très coûteuse pour lui, ne reçut jamais une motte de terre ni un rouge liard en retour, ni à Versailles ni depuis. Les critiques, eux, ont toujours payé, — ils n'ont jamais profité. Ils ne s'en plaignent pas. Ils constatent.

Serait-ce le régime du parti unique?

Ils avaient, ils ont droit de critiquer, encore une fois, parce qu'ils ont payé, qu'ils paient et qu'autant que les autres, ils paieront des taxes d'ici la fin de la guerre et plus tard aussi. Au reste, ne sommes-nous pas censés pouvoir critiquer en toute bonne foi le régime parlementaire, l'administration de la chose publique, sous des institutions démocratiques? Le droit de critique honnête est inhérent à la qualité de contribuable, en démocratie. Puisque nous vivons sous le régime des partis, il est censé pouvoir y avoir des groupes d'opposition. Leur existence est légitime, en démocratie. Si nous n'avions plus droit de critiquer avec modération, même avec un tant soit peu de sévérité, les agissements des gouvernants, aussi bien dire que nous vivrions en plein sous la dictature, sous le régime du *parti unique* comme vivent l'Italie, l'Allemagne, et notre grande alliée, la Russie. Serait-ce en train de devenir cela, la démocratie: un régime sous lequel il faudrait ne jamais rien critiquer, toujours approuver? Ceux qui critiquent,c'est en réalité parce qu'ils n'ont pas encore perdu l'usage de toutes leurs facultés ni de leur liberté intellectuelles. Leur critique peut mettre un frein au gaspillage, à l'exagération, à la mégalomanie de gens qui s'imaginent qu'à nous seuls revient le soin de sauver le monde. Nous voulons à coup sûr faire toute notre juste part, — et que l'on commence par assurer la défense du Canada. Voilà une politique, un raisonnement que personne n'a droit de nous reprocher. Ne sommes-nous pas pour le moins aussi bons citoyens, aussi patriotes que les autres, si nous proclamons que notre premier et notre seul pays c'est le Canada; et que sa défense territoriale doit s'organiser d'abord? Si l'on ne s'en est plus tôt avisé, si l'on s'avise à cette étape-ci de la guerre que ce n'est pas là question négligeable, il faut enfin y penser, cela peut être de la faute des critiques. On admettra que c'est là péché qu'on ne peut reprocher à tous les partis ni tous les groupes du parlement. Personne parmi nous n'a versé dans la critique déplacée, exagérée, injuste, blâmable, déloyale, telle que fut par exemple celle du premier ministre ultra-loyaliste d'une grande province canadienne qui s'appelle l'Ontario. Imaginez que quelqu'un eût pensé, écrit ou dit dans le Québec, le quart de la moitié de ce que ce ministre a dit et crié en Ontario et ailleurs, de l'insuffisance de l'effort de guerre canadien. Et demandez-vous si l'on eût laissé longtemps à un homme de chez nous la faculté de critiquer le gouvernement de cette manière. Il paraît que nous ne devrions pas tant parler de la défense du Canada. Comme si ce n'était pas la question capitale, pour les Canadiens bien nés. M. King ne nous a-t-il pas dit lui-même l'autre soir qu'avant de tant parler de l'unité nationale, à laquelle il tient hautement, il nous faut commencer par penser à l'existence du pays et par assurer cette existence? Comment l'assurer mieux qu'en réclamant à fond qu'on défende le pays, qu'on en organise la défense d'abord au Canada? Plaidons culpabilité: nous voulons la défense du Canada d'abord, avant tout et au-dessus de tout, pour assurer d'abord et avant tout l'existence de la nation. Si c'est être là de très grands coupables, nous le sommes. Le malheur, c'est qu'il n'y ait pas plus de cette sorte de coupables; et qu'en ce pays-ci, nous ne le soyons pas tous.

Des "suggestions constructives"? Voici :

Ces gens dont on se plaint, en milieux ministériels, de ce qu'ils ont eu l'idée de conseiller aux électeurs de ne pas se fier aveuglément à nos gouvernants quels qu'ils doivent être, ce serait, paraît-il, d'incorrigibles critiqueurs, jamais des gens de raison et de jugement, de bon sens et d'équilibre. On a même dit à leur sujet: "Qu'est-ce qu'ils ont donc proposé jusqu'à présent en fait de "suggestions constructives"? Voyons cela.

Ces critiqueurs ne parlent que de la défense du Canada. Pauvres gens! M. King nous dit qu'il y a grand danger que les dernières batailles de la guerre ne se livrent en terre d'Amérique; à cela les *critiqueurs* répondent: "Puisque cela peut être, préparons la défense de l'Amérique en Amérique, comme cela paraît logique." Cela ne serait pas une suggestion constructive? On dit: "L'Europe est de plus en plus menacée de famine". Les critiqueurs avaient déjà dit, dès septembre 1939: "Que le Canada produise plus de blé, de viandes, de denrées alimentaires, il pourra nourrir l'Europe". Cela ne serait pas une suggestion constructive? Les critiqueurs disent aussi, depuis des mois et des mois: "Gardons et faisons travailler sur leurs terres nos cultivateurs et nos fils de cultivateurs". Cela ne serait pas une suggestion constructive? M. King s'y est pourtant rendu. Et le gouvernement vient, après plus de deux ans que parlent ainsi les critiqueurs, d'accorder non pas l'exemption, mais un sursis de service militaire aux gens de la terre, — sursis, ne veut pas dire exemption, — et d'interdire aux agriculteurs de quitter leurs champs, si ce n'est pour l'armée. N'est-ce pas que les critiqueurs ont à demi réveillé le gouvernement à ce sujet, à force de répéter leur "suggestion constructive", de voir à libérer les agriculteurs. Les critiqueurs ont dit et redit: "Ce qu'il faut outre-mer, ce sont des armes, des engins de guerre, du matériel militaire, des avions, des navires. Le Canada peut faire et fournir tout cela". Ça ne serait pas là une suggestion constructive? Ils ont insisté là-dessus, disant que cela importait d'abord et encore plus que d'envoyer des hommes. Quand ils le disaient, ça n'était pas de la suggestion constructive. Mais quand le général MacNaughton, le 7 avril 1942 (B.U.P.) a dit à Londres: "A l'heure présente, il est bien autrement important d'avoir des hommes au travail pour fabriquer des chars de combat armés que cela le serait d'enrégimenter des soldats pour épauler des carabines. Nous sommes à l'époque de la machine. Et un engin de guerre ajoute à l'élément de force d'un homme dans une proportion bien plus élevée que peut l'être le nombre d'hommes nécessaires pour fabriquer cet engin de combat." Cela est devenu du coup suggestion constructive... Quand les critiqueurs disent: "Voyez à surveiller de près la dépense, à mettre un terme au gaspillage sérieux qu'il y a chez nous en certains milieux, à pousser la production, rendez-la plus économique", était-ce ou non suggestion constructive? Quand ils disent, devant le péril de l'immoralité qui grandit en certains cercles, et devant la marée montante de la criminalité juvénile, devant l'enfance abandonnée à elle-même dans certains centres industriels: "Est-ce qu'il ne faut pas employer quelques millions à même nos milliards de dépense annuelle à établir des organismes chargés de protéger la moralité dans tels milieux d'industries, dans telles grandes villes où le travail de la femme à l'usine va compromettre la vie familiale et donc la santé, l'avenir de la mère et de l'enfant?" est-ce que ça n'est pas de la critique constructive? Quand les critiques disent: "Employez des millions à établir de nouveaux sanatoriums, de nouveaux hôpitaux, de nouveaux laboratoires d'hygiène, de nouvelles cliniques pour dépistage de la tuberculose, de la syphilis, d'autres maladies soit aggravées,soit causées par l'état de guerre, de sous-alimentation, etc.," est-ce que ce n'est pas de la critique constructive? Quand ils disent: "Il faut préparer l'après-guerre, contrecarrer la propagande communiste insidieuse qui s'infiltre au pays, établir des cours de patriotisme et de civisme sains, multiplier les organismes sociaux chargés de découvrir des solutions possibles aux problèmes de l'après-guerre, plutôt que de nous hypnotiser sur des oeuvres de destruction et de mort et d'y affecter des milliards"? est-ce que ce n'est pas de la "suggestion constructive"? Quand les critiqueurs se préoccupent des oeuvres de vie, de la lutte aux fléaux et aux épidémies de guerre, toujours à redouter, au lieu de s'ingénier à imaginer de nouvelles machines à tuer, à faire sauter, à détruire ou à rendre fous des millions d'hommes, est-ce que ça n'est pas suggestion constructive? Or c'est tout cela que disent et répètent la plupart de ceux que l'on taxe d'être critiques acerbes, de "prétendus sauveurs de la dernière heure". Ne convient-il pas que l'on pense à préparer le lendemain, si nous voulons qu'après cette guerre atrocement destructrice, ce ne soit pas la crise finale de la civilisation désaxée, vacillante, sans guides éclairés vers la recherche de la paix, — d'une paix constructive?

Faisons-leur confiance...

Faire confiance à nos gouvernants présents? Nous le voulons bien, à la condition, encore un coup, qu'ils n'ignorent pas eux-mêmes la critique constructive des autres. Car s'ils sont seuls à gouverner, ils ne sont pas seuls à verser des taxes, non plus qu'à réfléchir. Nous avons tous ensemble notre mot à dire, même si cela peut les contrarier. La liberté de la critique constructive, si elle ne leur plaît pas, ils n'auront jamais droit de la supprimer en criant que nous déprécions leur effort de guerre. Ce serait leur prétexte. Nous ne le déprécions pas. Nous voulons l'orienter au mieux, le rendre plus effectif et plus raisonnable.

Une vraie politique canadienne

Supposons qu'un véritable parti national existe à une heure des plus critiques pour le pays, advenant, par exemple, une nouvelle guerre. Que ferait ce parti? Le premier ministre commencerait par observer les événements; puis on l'entendrait dire aux nations amies engagées dans cette crise internationale, et à tous les contribuables du pays: "Les nations qui sont de nos amies ont droit de compter sur notre gouvernement pour leur assurer le matériel, les vivres, les fournitures dont elles auront besoin. Nous les appuierons. Nous bâtirons des navires pour elles. Nous en bâtirons pour protéger les envois que nous leur ferons. Nous avons déjà commencé. Nous leur vendrons tout ce qu'il leur faut, aux prix les plus bas de revient de nos marchés, presque sans profit. Nous ne leur demanderons pas tout de suite de l'argent. Nous *financerons* nous-mêmes avec l'argent de nos nationaux, que nous emprunterons aux plus bas taux, tous les achats que ces nations voudront faire chez nous. Elles nous donneront des reconnaissances payables après la guerre. Si elles la gagnent, elles nous paieront alors leurs dettes par versements annuels répartis sur vingt ou trente ans. Nous leur avancerons ainsi trois, cinq, six milliards de dollars, s'il le faut. Quelles garanties demanderions-nous? Pour la Grande-Bretagne (si elle est en cause), le Labrador, Terre-Neuve et la Jamaïque; pour la France (s'il s'agit de la France) l'archipel Saint-Pierre et Miquelon, la Guadeloupe ou la Martinique. Ces territoires seront entretemps mis sous administration conjointe anglo-canadienne ou franco-canadienne. Si l'on nous paie à échéance, nous rétrocéderons ces territoires. Nous allons tout de suite négocier avec les Etats-Unis un pacte d'alliance défensive mutuelle s'étendant à toute l'Amérique du Nord et un accord d'échanges commerciaux pour fins de fournitures militaires. Nous établirons un régime serré de main-d'oeuvre pour les travaux de la ferme au Canada, avec un programme de production agricole intense et des gages quotidiens aussi élevés pour les agriculteurs, ces soldats de la terre, que pour les soldats tout court. Nous allons mobiliser les ouvriers et les artisans dans les usines de guerre, avec un régime de salaires et de pensions de travail gradués selon l'importance de l'occupation de chacun. Nous établirons l'hospitalisation gratuite pour les agriculteurs, leur main-d'oeuvre et pour les ouvriers des industries, s'ils sont blessés ou tombent malades au travail.

"Si les nations amies veulent chercher des soldats chez nous, nous leur avancerons de l'argent pour payer la solde, à charge de nous rembourser, la paix venue. Nous fermerons les yeux sur le départ de ces hommes, comme le fait l'Irlande du Sud, pourvu qu'ils nous demandent un permis de sortie et que nous sachions où ils vont. Nos ports de mer et nos chantiers maritimes seront ouverts jour et nuit aux navires de nos amies".

Un programme d'action

Un pareil gouvernement, pour organiser à fond la défense éventuelle du pays, voterait des sommes élevées, administrées par des techniciens qualifiés, entendus à ces sortes de travaux. Chacun de nos ports océaniques ou fluviaux serait protégé dès le début des hostilités outre-mer, par des mines, de l'aviation et de l'artillerie puissante, tant contre avions que contre raids par mer. Des milliers de jeunes gens, levés surtout parmi la population urbaine, subiraient un entraînement militaire ou naval obligatoire de huit ou douze mois, pour la défense territoriale du pays et de ses littoraux. Il y aurait une armée canadienne formée de recrues volontaires. Les plus grandes préoccupations d'un tel gouvernement, ce serait de faire servir notre industrie, la petite autant que la grande, aux contrats de guerre; d'envoyer des fournitures militaires et des secours économiques de tout genre aux nations amies en guerre; et, simultanément, d'organiser à fond la défense territoriale totale de l'Amérique du Nord, d'après des plans établis d'accord avec Washington, pour toute cette partie-ci du continent; l'on protégerait la moralité publique et privée contre les établissements, la presse et les moeurs corrupteurs; l'on ferait accueil le plus large aux populations des pays amis en danger d'invasion ou de malnutrition, avec l'entente que, la guerre close, elles devraient retourner chez elles dans un délai à fixer. Les soldats et les officiers de salon seraient privés de leurs brevets, s'ils ne se mettaient à la disposition de l'Etat. Il y aurait vaste préparation de l'après-guerre, dans tous les domaines, et affectation de sommes considérables à de justes fins d'ordre social. L'utilisation de la petite et de la moyenne industries les protégerait contre la centralisation, contre le trust des commandes aux mains de la grande industrie. Voilà partie du programme qu'il faudrait entrevoir, pour un gouvernement national, au Canada, en cas de nouvelle crise internationale.

Et si la guerre venait...

Et si notre pays croyait devoir participer un jour à à la guerre, par suite d'attaques éventuelles ou menaçantes, il y aurait au plus tôt consultation populaire par plébiscite, — un vrai plébiscite cette fois-là,— où le gouvernement devrait poser nettement la question, sur l'unique terrain du volontariat, à moins qu'il ne s'agisse de la défense territoriale du pays, pour lequel existerait déjà le service obligatoire.

Ce ne sont pas là des "suggestions constructives", car elles ne viennent d'aucun chef de parti politique reconnu. Pourtant, voilà une politique fondée avant tout sur l'intérêt du Canada, puisqu'il est vrai, comme l'a dit lord Tweedsmuir, que "le premier devoir de loyalisme d'un Canadien. est envers le Canada". Ce que l'on veut nous faire voter de confiance, d'autre part, et qui satisferait tous nos chefs présents de partis, c'est une politique qui les autoriserait tous d'aller jusqu'à la conscription pour outre-mer inclusivement. Plus loin nous irions, du reste, plus les communistes eux-mêmes nous y pousseraient; car après la guerre, ce sera de toutes façons la grande crise internationale; et qui voudra profiter le plus de temps aussi troublés? Qui s'ingéniera à en profiter? Le communisme.

Allons-nous voter *oui*, même si le chef communiste au pays, Tim Buck nous le demande avec M. Hanson et M. King? Ayons du bon sens. Soyons raisonnables. Ce que tous nos partis politiques nous demandent, c'est que nous ayons la confiance la plus aveugle dans eux tous, quels qu'ils soient. Ce serait là mettre les partis avant le pays. Jamais il ne faudra cela. Gardons-nous de lever la barrière, d'abattre la muraille qui nous protègent seuls contre la conscription.

La taxe du sang

"Que son sang retombe sur nous et nos enfants", crièrent les Juifs à Ponce Pilate. Il leur céda. N'allons point mettre sur nos mains, de notre libre choix, le sang de milliers de jeunes Canadiens. Nous le mettrons, à coup sûr, si nous votons oui. Nous aurons beau nous défendre sur M. King, sur M. Cardin, c'est nous qui aurons décidé du sort de nos fils et de nos neveux en allant délier M. King de ses engagements de 1939. Abandonnerons-nous délibérément nos jeunes gens à ceux qui réclament de plus grands sacrifices humains? Evitons cela. Il n'y a qu'un seul moyen de l'éviter. C'est de voter *non* en bloc, le 27 avril. Nous voterons *non*! Que tous votent *non*! Résistons à toute pression. De si haut qu'elle puisse venir, elle ne doit pas compter. Car ce ne sont pas ceux qui nous conseillent de voter *oui* qui subiront le sort de nos jeunes gens. Ce sont ceux-ci tous seuls qui verseront l'impôt du sang. Protégeons-les en votant *non*. Et Dieu les protège!

Georges PELLETIER